

MANIFESTE

FÉVRIER 2015
OYEZ! OYEZ!

Au tribunal populaire, les groupes en défense collective des droits appellent au banc des accusés, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Que soient lus les termes de l'acte d'accusation.

J'accuse,

Le ministre de complicité avec les autres Chevaliers de la Table ronde des dirigeants pour crime de laceration du filet social. À grands coups de «baïlonnette» vous sapez les bases d'une société devenue plus juste, plus libre, plus équitable. Il en a fallu des décennies de luttes de groupes populaires, de mouvements féministes, de syndicats et de tant de militant-e-s pour permettre à toutes et tous de s'éduquer, de travailler dans des conditions décentes et d'accroître l'accessibilité à des soins de santé de qualité.

Vous allez ainsi saborder l'état-providence. En maintenant le cap sur la privatisation, votre Titanic de sous-traitance coulera plus vite. Manifestement, vous faites preuve d'incompétence pour bien naviguer.

J'accuse,

Le ministre de cautionner, d'instaurer et de promouvoir des mesures d'austérité d'une telle envergure, sans consultation, sans le mandat du peuple et contre l'opinion des experts qui affirment que l'austérité-matraque nourrit l'appauvrissement et finit par tuer l'économie.

En quête du Saint Graal du déficit zéro, vous érigez votre catapulte majoritaire et vous lancez vos gros projectiles aveuglément et sans égards aux potentielles victimes. Votre faute en est une de lèse-démocratie.

J'accuse,

Le ministre d'obscurantisme institutionnalisé. Votre gouvernement occulte et discrédite la critique et l'analyse. Les citoyens et citoyennes ne devraient croire qu'en votre parole sacrée de langue de bois, celle assurément que vous prononcez après avoir été élu.

Qu'auriez-vous à nous dire sur les profits faramineux des banques, sur l'argent de nos impôts qui sert à payer de grasses primes de départ aux présidents de sociétés d'état? Sur les entreprises qui font leurs affaires au Québec et qui par des stratagèmes immoraux parviennent à éviter de payer leur juste part d'impôt? Sur les crédits d'impôt que vous accordez aux entreprises?

Vos gros canons d'austérité épargnent les riches, et vous vous dites allons chercher l'argent où il se trouve... dans les programmes sociaux. Et vous pensez qu'on ne s'en aperçoit pas.

J'accuse,

Le ministre d'appauvrir délibérément davantage les pauvres en coupant 15 millions dans le programme d'aide sociale. Une goutte d'eau de l'océan budgétaire mais un tsunami dans un porte-monnaie des personnes démunies.

Vous brandissez l'épée de l'équité fiscale pour justifier et faire vos coupures. Ce serait risible si ce n'était pas si pathétique! Une formule de deux poids, deux mesures quand vous savez que tant d'argent part d'ici en vacances prolongées dans des paradis fiscaux.

J'accuse,

Le ministre de dénigrement démagogique en alimentant et en entretenant les préjugés envers les personnes assistées sociales pour faire avaliser ses coupures.

Ces citoyens et citoyennes qui vivent avec des revenus sous le seuil de pauvreté seraient, selon vous, en majorité, des BS voleurs, tricheurs et fraudeurs.

Vous perpétuez délibérément cette sempiternelle stigmatisation des personnes assistées sociales sachant qu'on n'entendra peu leur voix de protestation. Car, monsieur le ministre, le mépris engendre malheureusement la honte qui est une efficace muselière. Mais, ne vous en déplaise, l'indignation aura toujours ses porte-paroles.

J'accuse,

Le ministre de déchiqeter le gilet pare-balle que sont les groupes en défense collective de droits. En tergiversant sur l'attribution des subventions, certains ont dû temporairement fermer leur porte et envisagent de mettre fin à leur existence. Et, en ayant réduit le terme des ententes, vous fragilisez la survie des autres.

Vous laissez délibérément courir la rumeur colportant que ces minces budgets qui leur sont attribués seront réduits et conditionnels aux orientations des missions que vous allez leur édictées. Des on-dit non démentis rapportent que vos manigances de restructuration forceront plusieurs d'entre eux à se fusionner.

En leur coupant les vivres et en vous ingérant dans la direction de leurs activités, ce serait une forme patente d'inquisition et de répression de la dissidence.

Leurs interventions sont vitales pour les personnes démunies d'autant que l'État se retire de plus en plus de sa mission de protection sociale. Faudrait-il une grève pour vous démontrer l'ampleur de leur contribution? La tâche de ces travailleuses, travailleurs et de ces militant-e-s déjà colossale, s'alourdira davantage mais ils ne pourront pallier au désastreux désengagement de l'État. Enfin, ils s'objectent outrageusement à devenir les béni-oui-oui que vous souhaitez. Sachez que si vous êtes forts, eux, ils sont nombreux.

J'accuse,

Le ministre et ses complices de la Table ronde de conduire au naufrage de notre État social-démocrate.

En foi de quoi,

J'en appelle au jugement du peuple,

Si tel n'est pas son choix,

Qu'il se lève et fasse entendre sa voix!

TROVEP Montérégie